

Parti socialiste **Être à la hauteur des enjeux**

Jean-François Debat

Agir! À l'heure où les scientifiques tirent la sonnette d'alarme face aux conséquences de la hausse des températures — de 2,9 à 3,4 °C d'ici la fin du siècle —, le Parti socialiste réaffirme la nécessité non seulement d'appliquer mais d'amplifier l'Accord de Paris. Ce, alors même que les acteurs de la COP24 ne sont pas parvenus à s'accorder sur une hausse significative des efforts pour lutter contre le changement climatique.

Cette lutte va de pair avec le combat que nous menons de longue date contre les injustices sociales, au profit d'une transition juste privilégiant un modèle économique durable et décarboné. Or, pour parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050, plus de la moitié des gains devra provenir des économies réalisées sur le plan énergétique. Il faut appliquer la règle des trois tiers : «1^{er} tiers : économiser l'énergie; 2^e tiers : économiser l'énergie; 3^e tiers : produire des ENR». C'est à cette seule condition que la transition écologique sera effective.

Un plan massif d'économies d'énergie

En l'état, force est de constater que les investissements réalisés en la matière s'avèrent largement insuffisants, en France comme en Europe : ainsi, devraient-ils atteindre le seuil annuel de 60 milliards d'euros, là où ils ne s'élèvent guère qu'à 30 milliards. Or, chacun sait que seules l'exemplarité et la volonté de l'État inciteront les acteurs privés à engager des mesures volontaristes, à commencer par les entreprises. Nous en sommes encore loin.

Dans ce contexte, donner un prix croissant et prévisible au carbone est une nécessaire condition pour que les acteurs économiques investissent dans les économies d'énergie — comme d'ailleurs dans la production d'ENR. Pour autant, son extension ne sera possible qu'à deux conditions qui, pour l'heure, ne sont pas remplies : elle doit d'abord avoir un caractère universel pour être comprise. Or, le gouvernement n'a pas manifesté la volonté politique d'étendre la contribution carbone aux transports aérien et maritime interne, ni, surtout, porter le débat pour en faire un enjeu partagé au niveau européen et y assujettir rapidement les transports aériens et maritimes internationaux.

Elle doit, en outre, bénéficier, très concrètement, aux acteurs économiques et, en particulier, aux ménages, pour financer la réhabilitation thermique d'un million de logements par an. Pour un bouquet de travaux permettant de réduire les consommations énergétiques de 50 % (soit environ 500 € par an) nous proposons de multiplier par quatre les aides à l'isolation des logements et de financer le bouquet de travaux à hauteur de 50 % par subvention et à 50 % par un prêt à taux zéro remboursable avec les gains liés aux économies : coût nul pour les ménages. Or, aujourd'hui, le gouvernement coupe dans les fonds alloués à la rénovation énergétique de l'habitat, sans la moindre stratégie alternative, ni même de plan sérieux visant à lutter contre la précarité énergétique.

Soutenir vraiment la production d'énergies renouvelables

Il est bien sûr important de donner aux acteurs économiques un cap clair, via le prix du carbone, qui rende possibles des investissements de long terme. Au-delà, l'action des collectivités locales doit être accompagnée par une aide aux investissements locaux en faveur du climat, en recourant à des dotations ciblant plus particulièrement la rénovation du bâti, le déploiement de mobilités propres et alternatives à l'usage de la voiture individuelle, et, plus largement, la production d'énergies renouvelables (ENR), à l'échelle territoriale. Avec, en filigrane, un objectif de 15 % des installations d'ENR à l'horizon 2030, pour faciliter l'essor de projets locaux. Le développement des ENR doit donc s'accélérer en levant les contraintes existantes et en sécurisant les financements publics et privés pour atteindre un seuil minimal de 10 milliards d'euros d'investissements annuels, à l'horizon 2035.

Nous proposons pour financer ces actions de créer une contribution spéciale de 5 % sur les bénéfices des GAFA et sur les résultats des entreprises du CAC40. Sans impacter les PME, elle resterait parfaitement supportable pour les grands groupes.

Que faire sur le nucléaire ?

Le sujet est sensible et sur ce point, notre ambition est de sortir d'une approche purement idéologique. Il y a depuis des années deux camps : ceux pour qui le nucléaire est LA solution ; ceux pour qui il est l'abomination. Il faut en sortir et regarder les choses simplement lucidement. Oui, le nucléaire est utile et globalement sûr grâce au contrôle public de la production. Mais il n'assure pas pour autant notre indépendance énergétique, puisque nous importons l'uranium. Pas plus que nous n'avons l'assurance d'une électricité bon marché puisque la « rente nucléaire » est largement derrière nous.

Il nous faut donc commencer par calculer son véritable coût, en intégrant le montant du démantèlement des centrales et, surtout, de

la gestion et du stockage des déchets dans la durée. Nous verrons alors qu'il s'avère bien plus coûteux que les ENR, comme le démontre l'exemple allemand.

Au-delà des investissements indispensables pour assurer la sûreté des installations, nous considérons qu'il n'est pas souhaitable d'investir massivement dans le rallongement de la durée de vie de centrales déjà anciennes ou le lancement de nouvelles tranches de production, sans réel fondement : consacrons ces sommes à la recherche et au développement de nouvelles technologies — par exemple pour produire de l'hydrogène vraiment décarboné ou des outils de stockage de l'électricité intermittente.

Un combat européen

Dans ce domaine (prix du carbone, outils financiers, cadre global) la réponse ne peut le plus souvent être qu'européenne. Nous soutenons une réduction drastique et rapide des émissions de gaz à effet de serre, à une large échelle. Sur ce point, la COP24 a permis au PSE, le Parti socialiste européen, d'obtenir gain de cause sur la hausse de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Il a également poussé la demande européenne de bannir l'huile de palme comme source de carburants, ce dont on ne peut que se féliciter.

Aujourd'hui, il propose la mise en œuvre d'un plan d'investissements de 500 milliards d'euros sur cinq ans pour répondre aux enjeux de transition écologique, via une politique globale et transversale associant, notamment, les politiques énergétique et agricole, et dégagant des moyens financiers issus du programme-cadre pour la recherche et le développement, en synergie avec les fonds structurels, les fonds pour l'innovation ou le fonds pour la modernisation. La transition énergétique n'est plus une option ; elle est une urgence.

Jean-François Debat est maire de Bourg-en-Bresse et Secrétaire national du parti socialiste à la transition écologique.